

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 31/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE
La Sablonnière
14330 LE MOLAY-LITTRY

Références : 2024-404
Code AIOT : 0005300884

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE implanté La Sablonnière 14330 LE MOLAY-LITTRY.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE
- La Sablonnière 14330 LE MOLAY-LITTRY
- Code AIOT : 0005300884 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société par actions simplifiées (SAS) DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE est une filiale du groupe DANONE, l'un des leaders mondiaux de l'agroalimentaire, qui s'occupe des produits frais laitiers. La filiale DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE compte 5 usines en France, parmi lesquelles celle implantée sur la commune du Molay-Littry qui existe depuis 1920. Le site est engagé dans la filière bio (les 2 vaches).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux et consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Audit eau	Arrêté Préfectoral du 19/01/2015, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	9 Mois
3	Plan Continuité Activités	Arrêté Préfectoral du 27/06/2023, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compatibilité milieu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de réduire ses impacts sur la ressource en eau, de par ses prélèvements et de par ses rejets aqueux, la société DANONE a mis en œuvre de nombreux projets visant à réduire, d'une part, les flux de polluants pouvant contribuer à la dégradation de la qualité la Siette et d'autre part, réduire sa consommation d'eau, notamment par l'optimisation des process, le renouvellement de matériels moins consommateurs d'eau, l'évaluation de la faisabilité de la réutilisation d'eau, la formation des opérateurs. Les actions menées ont déjà porté leurs fruits et il importe que l'exploitant persévère dans cette voie afin de faciliter le retour au bon état de la masse d'eau la Siette.

Par ailleurs, l'amorce d'un audit eau (dont l'objectif consiste à qualifier l'état actuel du site par rapport aux consommations et les pistes envisageables pour faire des économies d'eau) a été engagé dès 2019 mais il importe de compléter l'exercice. De même, pour ce qui concerne le plan de continuité d'activités, le document transmis à l'inspection en mars 2023, nécessite quelques améliorations afin de présenter très clairement les dispositions qui seraient prises par l'exploitant pour adapter le fonctionnement de l'usine, en situation de crise sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité milieu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22
Thème(s) : Risques chroniques - Conformité des rejets vis-à-vis de la Directive cadre sur l'eau 23/10/2000
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.
Constats : L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement s'est rendue le 25 juin 2024 sur le site DANONE situé au Molay-Littry afin de faire le point sur l'avancement des projets d'amélioration de la qualité des rejets aqueux menés par l'entreprise en vue de permettre le retour au bon état de la masse d'eau la Siette (l'état des lieux du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 indique un état écologique moyen avec un état physico-chimique moyen dont les paramètres déclassant identifiés sont : Carbone organique dissout, Phosphore, Phosphates). Du fait d'un renouvellement de la quasi-totalité des membres du comité directeur de l'usine, certains projets ont pris un peu de retard par rapport à l'échéancier initialement présenté lors de la visite d'inspection du 11 octobre 2022, néanmoins les actions d'ores et déjà engagées, ont permis d'apporter leur lot d'améliorations. <ul style="list-style-type: none">• Parmi elles, les investissements et prospections menés sur l'amélioration du fonctionnement de la station d'épuration (STEP) de l'usine : changement des turbines d'aération dans les bassins d'aération de la STEP couplé à la mise en œuvre de l'automatisation de leur fonctionnement (en lieu et place d'un fonctionnement permanent), remplacement du chlorure de magnésium pour lequel un seuil limite de traitement du phosphore avait été atteint (0,7- 0,8 mg/l) par du chlorure d'aluminium qui permet, d'après le retour d'un mois d'expérience, d'atteindre un niveau de traitement moyen de 0,4 à 0,45 mg/l. Outre l'augmentation d'efficacité de cette nouvelle substance, sa quantité d'utilisation est également bien moindre que celle en chlorure de magnésium. Cette performance nécessite cependant d'être évaluée sur un temps plus long, le niveau de production du moment n'étant pas à son optimal, mais reste néanmoins une piste encourageante d'amélioration du traitement du phosphore, paramètre le plus impactant pour le milieu naturel, pour les rejets considérés. La recherche de l'origine des pics d'ammonium se produisant de manière épisodique et dont la corrélation avec l'utilisation d'un produit biocide a été établie. L'exploitant a fait évoluer son mode opératoire en réduisant drastiquement l'apport de ce produit biocide et déterminer la quantité minimale requise afin d'éviter la production d'ammonium dans sa STEP et envisage de revenir à terme au traitement choc utilisé historiquement.• afin de pouvoir réagir de manière plus rapide en cas de survenance d'une panne, l'exploitant a constitué un stock des équipements les plus critiques pour le maintien du bon fonctionnement de la STEP,• enfin, deux agents ont bénéficié d'une formation spécifique sur l'optimisation du pilotage d'une station d'épuration. L'acquisition de ces nouvelles connaissances devraient permettre d'améliorer le rendement de l'outil épuratoire de l'usine. D'autres pistes ont également été évoquées par l'exploitant pour réduire le débit d'eau industrielles en entrée de STEP, et donc au milieu naturel, comme des actions de réductions des consommations d'eau dont certaines ont été mises en œuvre (arrêt et démontage d'une chaîne de production d'un produit déréférencé, changement des TAR) et d'autres sont à l'étude (projet d'optimisation de la ligne bio pour y concentrer la fabrication de la totalité du produit « brassé », ...). Les actions déjà mises en place depuis 2021 ont permis de réduire les prélèvements en eau de -30 % auquel s'ajoute le constat d'une stabilisation du niveau de consommation d'eau depuis lors. D'autres projets ont également été lancés par l'exploitant, dont l'aboutissement peut permettre de réduire l'impact de ses rejets aqueux sur la Siette :

- le recrutement d'un(e) ingénieur(e) pour travailler sur la possibilité de réutilisation des eaux usées traitées et autres eaux non conventionnelles en remplacement des eaux soutirées au réseau d'adduction d'eau, action qui permettrait de retirer de la charge polluante rejetée dans le milieu naturel,
- l'étude sur les pistes de réduction des pertes matières, qui contribuent à de fortes charges en entrée de la STEP pouvant déstabiliser le traitement et le rendre moins performant,
- le déploiement du projet IWS dont l'objectif est de développer une méthodologie qui permette de rapprocher au plus proche de la chaîne opérationnelle la capacité de réaction face au constat d'une anomalie, par la montée en compétence des opérateurs.


L'inspection ne peut qu'encourager la mise en œuvre de toutes les actions en cours et à venir qui contribueront nécessairement à la réduction des flux émis dans la Siette et concourront à son retour au bon état. La présentation des analyses biologiques et physico-chimiques, réalisées annuellement par l'exploitant, semblent démontrer un impact moindre des rejets de l'usine sur la qualité de la Siette par comparaison des résultats amont/aval. Ce constat nécessite néanmoins d'être corrélé à une situation d'étiage afin d'évaluer l'impact réel des rejets aqueux sur ce cours d'eau.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Audit eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques - Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation et la conception des installations pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. A l'occasion des remplacements et de réfection de matériel, il doit rechercher par tous les moyens économiquement acceptables à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement. [...]
Constats : Par courrier du 17 octobre 2022, le préfet du Calvados a demandé à l'exploitant de réaliser un audit eau de ses installations. Celui-ci avait été initié dès 2019 sous la forme d'un document technique produit par la société VEOLIA. La version produite ne correspond pas au formalisme attendu d'un audit eau pour l'inspection des installations classées. Un audit eau doit présenter les efforts récents d'économie d'eau réalisés, ceux dont la mise en œuvre par l'exploitant peuvent être envisagés à court, moyen et long terme (ainsi que ceux étudiés mais non viables pour des raisons technico-économiques) et les engagements de l'exploitant sur un échéancier de réalisation (des éléments de cadrage fixant les attendus en terme d'élaboration d'un audit eau sont disponibles sur le site internet de la DREAL Normandie - taper « optimisation eau » dans la barre de recherche). Ce document permet, d'une part, d'avoir une vision exhaustive sur l'état des consommations d'eau au sein de l'établissement et des pistes de réduction envisageables et, d'autre part, permet à l'exploitant de bénéficier d'une dérogation à l'application des restrictions sécheresse pouvant être exigées par l'application de l'arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023 et/ou de l'arrêté cadre sécheresse départemental en vigueur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant rédige un audit eau selon les indications formulées par l'inspection des installations classées et le lui communique d'ici le 31 mars 2025 au plus tard.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 Mois

N° 3 : Plan Continuité Activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2023, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques - Sécheresse
Prescription contrôlée : [...] Pour atteindre ces objectifs, des mesures de restriction des usages de l'eau seront appliquées en cas de dépassement des seuils prévus à l'article 6, sans préjuger d'éventuelles dispositions spécifiques plus contraignantes définies dans le cadre d'autres réglementations. [...] Voir tableau prescriptions
Constats : Un point a été fait par l'inspection des installations classées sur la complétude du Plan de continuité d'activités (PCA) remis en mars 2023 par l'exploitant pour se mettre en capacité d'adapter son niveau de consommation d'eau aux restrictions pouvant lui être infligées en cas de sécheresse, suite à la demande du préfet du Calvados. L'inspection a relevé certaines lacunes, notamment l'absence de projection sur le mode de fonctionnement à adopter pour les 2 scénarios de réduction de consommation d'eau de - 5 % (niveau de gravité "alerte") et - 10 % (niveau de gravité "alerte renforcée"). Des précisions semblent nécessaires sur la nature des volumes d'eau utilisés au sein du process : 3444 m ³ sont indiqués comme être utilisés dont seulement 1300 m ³ pour le nettoyage des installations ; qu'advient-il des autres 2144 m ³ ? L'organisation à mettre en œuvre pour parvenir à répondre à une réduction de - 20 % jusqu'à - 30 % par la production alternative des diverses typologies de produits n'est pas explicitement détaillée. L'exploitant a ensuite expliqué que le maintien en fonctionnement des installations entre -30 % et -90 % de réduction des consommations d'eau était lié au traitement du lait collecté qui se poursuivrait malgré l'arrêt de la production, justification qui n'apparaît pas de manière aussi explicite dans le PCA fourni. Quant aux pertes financières estimées, comme conséquences des réductions de consommation d'eau, celles-ci correspondent à une évaluation des pertes hebdomadaires sur la base des produits qui ne pourraient être commercialisés, faute de n'avoir pas pu être élaborés. Au-delà de 90 % de réduction des consommations en eau, un arrêt total de l'usine est inévitable avec pour conséquence directe la nécessité de réorienter le lait collecté, soit par l'envoi vers un autre établissement susceptible de le traiter, soit par l'envoi en méthanisation, soit par l'envoi en incinération. L'exploitant n'a cependant pas approfondi les pistes évoquées, aussi il paraît indispensable de prospecter plus avant celles-ci (détermination des prestataires susceptibles de répondre à la demande, pré-contractualisation ?, ...), afin de se mettre en capacité d'activer les bons leviers en cas de survenance d'un épisode de sécheresse particulièrement sévère.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète son plan de continuité d'activités selon les remarques de l'inspection et le lui transmet pour le 30 septembre 2024 au plus tard.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois